Arnault SKORNICKI, *La Grande Soif de l'État. Michel Foucault avec les sciences sociales*

Paris, Éd. Les Prairies ordinaires, coll. Essais, 2015, 288 pages

Jean Zoungrana

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/13081>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.13081

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 393-396

ISBN : 978-2-8143-0519-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jean Zoungrana, « Arnault SKORNICKI, *La Grande Soif de l'État. Michel Foucault avec les sciences sociales* », *Questions de communication* [En ligne], 33 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2018, consulté le 05 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/13081> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.13081>

désignerait Charles de Gaulle (p. 43) ! Mais laissons ces pailles s'envoler au vent et, quitte à désarticuler un peu l'ordonnance de cet édifice, tâchons d'en dégager les points forts, fructueux contrepoints et *leitmotivs* insistants.

Étoffée par les témoignages fournis en fin de volume, la seconde partie de l'ouvrage, qui analyse de très près l'élaboration même de la loi – en un temps record de six semaines – puis son vote à l'Assemblée nationale – par 441 voix pour, 0 contre et 40 abstentions – suivi d'une acceptation inégale selon les syndicats enseignants, est vraiment d'un intérêt majeur, qui se manifeste au mieux lorsqu'on lit ensemble, d'une part le récit alerte d'Antoine Prost qui va jusqu'aux *marginalia* de Charles de Gaulle sur les innombrables propositions d'Edgar Faure (« La loi Faure, de Matignon à l'Élysée » pp. 61-77) joint au vivant témoignage de toute première main de Jacques de Chalendar sur ce marathon de 42 jours, ses attendus et ses conséquences (« De mai 1968 à juin 1969 », pp. 223-239), et d'autre part, les trois études de François Audigier (« [...] tensions et consensus à l'Assemblée nationale », pp. 79-97), Nassera Mohraz (« L'UNI [...] : l'opposition de droite la plus virulente [...] », pp. 99-121) et Ismail Ferhat (« Une loi à front renversé ? [...] les syndicats enseignants [...] », pp. 123-139) dont la confrontation laisse clairement apparaître, aussi bien dans l'arène politique que dans l'opinion universitaire, non pas un net et franc clivage gauche/droite mais bien un accord largement majoritaire au « centre » gaullien, cerné, sur sa gauche par l'abstention du Parti communiste à la Chambre et le refus de participation du seul SNEsup parmi les syndicats enseignants, et sur sa droite, par un groupuscule de six réfractaires influents au sein des députés gaullistes auquel fait écho, sur la scène universitaire, la virulente Union nationale inter-universitaire. Or, le départ du général de Gaulle en 1969 après l'échec de son référendum sur la régionalisation ne modifiera pas sensiblement cette configuration qui, comme Ismail Ferhat le souligne en conclusion (p. 139), a perduré jusqu'à nos jours dans les débats scolaires de notre pays.

Comparées à cette partie centrale, les deux autres, où sont évoquées les positions de Christian Fouchet, Charles de Gaulle et Georges Pompidou avant 1968, puis les cas exemplaires de Nanterre et de Compiègne, les limites assez strictes de l'autonomie des universités et la scission de Lyon 3, proposent des contributions qui, prises une à une, sont instructives, mais restent juxtaposées sans dialogue entre elles, ni mise en perspective finale. Il en va de même avec quelques *leitmotivs* dont la récurrence est sensible au lecteur

attentif alors qu'elle n'est pas thématisée ni soulignée en conclusion. Retenons-en trois exemples. Le maître-mot « participation », éminemment gaullien, vivement salué, encensé, applaudi, qui rallie les votes et fait taire les critiques (pp. 12, 65, 79, 94-95, 148, 202, 224) reste inquestionné. La double séparation « typiquement française », d'une part entre universités et grandes écoles, d'autre part entre universités et recherche scientifique, est déplorée comme un échec persistant de trop timides réformateurs (pp. 35, 179), alors qu'Antoine Prost montre (p. 73) que Charles de Gaulle en personne a bloqué l'intégration prévue par Edgar Faure : aucun bilan ne le souligne. Un motif plus discret revient à trois reprises, justifiant la mansuétude à l'égard des « enrégés » : « Ce sont nos enfants » (p. 89 : David Rousset, un fils gauchiste ; p. 223 : Jacques de Chalendar, une nièce à Nanterre ; p. 233 : le préfet Grimaud, deux enfants sur les barricades). Tant de riches échos auraient mérité une belle orchestration finale !

Au lieu de cela, le directeur de l'ouvrage conclut sur l'impossibilité de comprendre pourquoi le grand Charles a bien pu soutenir la loi Faure : « Réformer en profondeur. C'est le choix du ministre et de son équipe, soutenu sans que l'on puisse aujourd'hui encore savoir exactement pourquoi, par de Gaulle » (p. 195). Or la réponse se trouve à deux encablures de là, dans le très beau passage de la communication d'Yves Lequin et Pierre Lamard sur l'Université de technologie de Compiègne (UTC) intitulé « De la France libre à la Libération » (pp. 182-183), où ils évoquent les liens forts qui unissent, au siège de la France Libre à Alger en 1943-1944, puis dans Paris libérée en 1944, le général de Gaulle, Edgar Faure et René Capitant : la solidarité dans la lutte, la confiance réciproque, la volonté partagée de reconstruire la France, non moins qu'en 44, en 1968. Bref, une synthèse plus vigoureuse des divers travaux de qualité proposés dans cet ouvrage pourrait l'éclairer d'un jour nouveau... et lancer de nouvelles pistes : beau programme pour 2018.

Françoise Douay

LPL, Aix-Marseille Université, F-13100

fran.douay@wanadoo.fr

Arnault SKORNICKI, La Grande Soif de l'État. Michel Foucault avec les sciences sociales

Paris, Éd. Les Prairies ordinaires, coll. Essais, 2015, 288 pages

Ce livre se veut une analyse de l'apport de Michel Foucault à la sociologie historique et politique de l'État. Aussi prend-il appui sur son travail historique à partir de la démarche généalogique telle qu'initée par Michel

Foucault : une forme d'analytique interprétative, définie comme une interprétation historique à orientation pragmatique des pratiques culturelles qui nous déterminent.

Une double thèse parcourt ce livre : l'intérêt connu de Michel Foucault pour la question du pouvoir, ensuite et surtout la fécondité de la généalogie comme contribution méthodologique et empirique aux sciences sociales. C'est ce dernier point qui constitue la trame du livre et l'essentiel de la démonstration. En effet, en confrontant Michel Foucault aux sciences sociales, Arnault Skornicki propose de dégager, à travers les méandres de cette pensée, « la contribution de la généalogie à la sociogenèse de l'État » (p. 14). Ce faisant, il montre comment la généalogie, en déconstruisant les entités collectives, en désubstantialisant les institutions, permet de changer, voire de tourner le regard vers une convergence entre généalogie et sociogenèse.

En lecteur attentif de Michel Foucault, tout se passe comme si l'auteur faisait du Foucault contre Foucault, le confrontant à ses propres contradictions et impasses : entre ce qu'il fait sans le dire et ce qu'il dit ne pas faire et ce qu'il dit parfois sans le faire, il y a l'implicite du discours, voire de la pensée à débusquer, la dynamique de la pensée à poursuivre ; c'est bien ce à quoi s'est employé Arnault Skornicki, en scrutant de manière serrée les cours prononcés au Collège de France.

Deux citations de Michel Foucault semblent ici indispensables à l'introduction à cette *soif de l'État* – métaphore utilisée par Michel Foucault – qu'il n'a guère eu le temps de théoriser, au-delà des éléments épars distillés çà et là dans ses textes : « Je veux dire ceci : faire l'économie d'une théorie de l'État, ça veut dire quoi ? [...] Le problème de l'étatisation est au cœur même des questions que j'ai essayé de poser » (*Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France, 1978-1979*, éd. M. Senellart, Paris, Éd. Le Seuil/Gallimard, 2004, pp. 78-79). Et cette autre citation dont on ne peut manquer de relever la dimension dénégatoire : « En vous disant tout ça, il est bien entendu que je n'ai voulu en aucun cas faire la généalogie de l'État lui-même ou l'histoire de l'État » (*Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, 1977-1978*, éd. M. Senellart, Paris, Éd. Le Seuil/Gallimard, 2004, p. 282). Si donc la question de l'État est au cœur des préoccupations du philosophe, comment se traduit-elle au-delà de sa simple énonciation ?

Pour Arnault Skornicki, c'est le concept de gouvernementalité comme valeur opératrice qui, à rebours, permet à Michel Foucault de passer de la

microphysique des pouvoirs qui relève de l'étatisation à la macro-politique qui renvoie justement à l'État : il s'agit de partir du bas vers le haut et non l'inverse car, l'État, pour Michel Foucault, est l'effet de gouvernementalités multiples. Sans explicitement proposer une théorie de l'État, ce dernier a porté une attention particulière à l'État par l'entremise de la question du pouvoir si bien qu'on a eu tendance à faire de lui le penseur du pouvoir. Or, ses cours au Collège de France semblent montrer que la généalogie du pouvoir moderne renvoie inmanquablement à celle de l'État moderne. C'est pourquoi, on peut légitimement se demander si, à partir des années 1970, Michel Foucault n'a pas tout de même essayé de faire une théorie de l'État. Cette théorie serait complémentaire des trois grands types reconstruits : juridique, marxiste et sociologique. L'auteur se propose donc de confronter le modèle foucauldien au doublet juridico-marxiste et au modèle sociologique du philosophe.

Pour ce faire, le livre est ainsi organisé en 5 chapitres : « La généalogie est-elle une sociologie comme une autre ? » (pp. 23-49), « Foucault et la sociogenèse des monopoles » (pp. 53-107), « Mystères et revers de l'ordre juridique » (pp. 111-131), « Le Roi et le Berger » (pp. 135-187), « De la biopolitique considérée comme bureaucratie » (pp. 191-230).

Dans la première partie, l'auteur s'interroge sur les rapports entre la généalogie conçue comme une alternative radicale aux sciences humaines et la sociologie historique de l'État. Pour sa démonstration, il balaye d'abord les objections à tout rapprochement entre la généalogie et la sociologie pour ensuite en souligner au contraire la parenté, en prenant notamment appui sur l'analytique du pouvoir chez Michel Foucault. Si l'on considère que Michel Foucault est passé de l'archéologie du savoir (centrée sur les pratiques discursives) à la généalogie, il semble impossible de conclure à l'incompatibilité de l'archéologie du savoir à la sociologie. Cette démonstration tient en ceci que Michel Foucault utilise une approche nominaliste, processuelle, relationnelle et agonistique du pouvoir ; toute chose qui autorise Arnault Skornicki à souligner la parenté entre la généalogie et la sociologie. En effet, c'est bien la généalogie qui permet de montrer que l'État n'est pas la source du pouvoir mais son point d'arrivée : c'est le sens de la sociogenèse des monopoles tel que démontré dans le chapitre deux. L'État est l'aboutissement d'un processus à travers des modèles de rapport de pouvoir (la discipline, la biopolitique, les conduites religieuses, les pratiques asilaires, par exemple) qui tous relèvent de techniques de domination. Le pouvoir est l'expression de la nature

relationnelle et microphysique de la domination. « Autant, note Arnault Skornicki, le pouvoir désigne la nature relationnelle, réticulaire et microphysique de la domination en général, autant la gouvernementalité désigne la forme moderne du pouvoir à partir de laquelle l'État s'est constitué » (p. 59).

Dans le chapitre trois consacré aux mystères et revers de l'ordre juridique, il s'emploie à déconstruire la définition juridico-politique de l'État. En effet, c'est l'approche généalogique qui lui permet de construire la définition classique de l'État comme personne morale, puissance publique avec le monopole de la contrainte légale. À cet effet, Michel Foucault renverse d'abord la hiérarchie des normes. La tripartition traditionnelle de cette hiérarchie (constitution, lois, règlement) est remise en question au profit d'une autre hiérarchie : souveraineté (loi), discipline (règle) et sécurité (biopolitique). La notion de gouvernementalité rend encore plus explicite cette construction juridique car c'est bien l'État souverain qui est une innovation du gouvernement et non l'inverse à travers des pratiques de pouvoir dites microphysiques. Ensuite, à la définition classique de l'État (territoire, population, gouvernement), Michel Foucault oppose sa propre enquête historique : le territoire, c'est la discipline, la population, le biopouvoir, le gouvernement, la gouvernementalité qui porte la marque de l'originalité de tout son travail.

L'originalité de l'enquête de Michel Foucault est d'arriver à montrer que les matrices de la gouvernementalité moderne puisent leurs sources dans la Basse Antiquité. Le chapitre quatre est consacré à cette enquête généalogique qui va permettre de les mettre en évidence. L'auteur s'intéresse d'abord au protestantisme dissenter (dissidents religieux, Quakers et Méthodistes) et ensuite au christianisme de l'Antiquité tardive en suivant la démarche régressive proposée par Michel Foucault. Ainsi la discipline et l'anatomo-politique renvoient-elles aux sectes protestantes, tandis que la biopolitique et la gestion des populations relèvent du pouvoir pastoral. Ce dernier, c'est-à-dire le pastorat chrétien, passe par la direction de conscience exercée par le clergé sur les fidèles à travers l'aveu et la persuasion. Comme mode de gouvernement, le pouvoir pastoral relève de dispositifs de pouvoir. En effet, dans sa généalogie de la société disciplinaire, notamment dans *Surveiller et punir* (Paris, Gallimard, 1975), le philosophe montre bien que la prison dérive des pratiques et concepts religieux des Quakers dont l'objectif était de produire des comportements disciplinés par l'entremise de l'enfermement cellulaire et la fonction correctrice de l'isolement.

Si la spécificité du pouvoir en Occident est redevable à l'Église par l'entremise du pouvoir pastoral comme formation historique, qu'est ce qui permet de l'expliquer ? Arnault Skornicki, en bon lecteur des textes de Michel Foucault, en donne l'explication en fournissant nombre d'éléments de compréhension qui permettent de rendre raison de l'originalité de la démarche généalogique qui opère par différenciation rigoureuse : le pouvoir pastoral se distingue autant du modèle grec que de celui des Hébreux : « La direction pastorale chrétienne obéit en effet à une triple logique : massifiante (le berger conduit une multicitité en mouvement, et non un territoire comme l'empereur) ; bienfaisante, sacrificielle et oblatrice (il dirige pour le bien de ses ouailles avant le sien propre, pour leur subsistance et leur salut) ; individualisante (le berger connaît chacune de ses brebis, afin de n'en laisser échapper aucune) » (p. 161).

La figure du père semble opératoire entre celle du roi et celle du berger. Alors comment passer de la bergerie à la monarchie moderne ? Si Michel Foucault y répond de façon subreptice, l'auteur propose de mobiliser des sources complémentaires comme Jean Bodin, Robert Filmer et John Locke dans une perspective généalogique afin d'en dégager les méandres de la démonstration. Aussi arrive-t-il à mieux rendre compte de la pastoralisation du souverain et du patriarcalisme qui transforment en profondeur les modalités de l'action publique moderne.

Enfin, à la lecture des cours *Sécurité, territoire, populations* et *Naissance de la biopolitique*, Arnault Skornicki dresse une généalogie de l'administration bureaucratique et de l'État de droit. Comment s'opère l'autonomisation du politique par rapport au religieux ? Là aussi, la généalogie tente de montrer en dehors de toute approche téléologique comment l'État est devenu un objet de savoir. Dans ce cinquième chapitre, Arnault Skornicki mobilise toute sa culture de sociologie historique bien au-delà des seules intuitions de Michel Foucault sur la naissance de l'État et des angles morts de son analyse.

Le Foucault politiste qui ressort de ce travail remarquablement documenté ne saurait passer sous silence le sous-titre du texte. Bien souvent, on ne prête guère attention au sous-titre. Ici, il est d'importance. *Michel Foucault avec les sciences sociales*. Même si l'auteur se défend de commettre encore un livre sur Michel Foucault, il reste que le sous-titre porte une volonté affirmée d'arrimer Michel Foucault aux sciences sociales comme naguère le premier colloque international tenu à Paris en janvier 1988, *Michel Foucault philosophe*. *Michel Foucault avec les sciences sociales* sonne comme une

revendication qui gagnerait à être davantage brandie tant cette association s'avère féconde plus de trente ans après la mort de l'archéologue du savoir :

C'est le lieu de se rappeler que Jean-François Bert dans son *Introduction à Michel Foucault* (Paris, Éd. La Découverte, 2011), faisait apparaître des liens profonds et non fortuits avec les sciences sociales. Michel Foucault semble un auteur très fortement cité et discuté en sciences sociales, particulièrement en sociologie. Cette dernière, observe Pascal Hintermeyer (dir., *Foucault post mortem en Europe*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2015), vient en seconde position, bien après la philosophie, dans le classement disciplinaire établi par le catalogue de l'Institut Mémoire d'édition contemporaine (Imec) sur l'ensemble des références sur Michel Foucault. Il note également qu'au-delà des réticences institutionnelles liées aux quatre grands courants qui structuraient la sociologie en France à travers leurs principaux auteurs (Raymond Boudon, Pierre Bourdieu, Alain Touraine, Michel Crozier) qui avaient tous besoin d'asseoir leur légitimité incontestée, l'audience sociologique de Michel Foucault va aujourd'hui *croître* ; ce que reconnaît aujourd'hui Alain Touraine à travers l'usage qu'il fait du concept de subjectivation dans son livre *Nous, sujets humains* (Paris, Éd. Le Seuil, 2015). De fait, nombre de chercheurs en sciences sociales trouvent aujourd'hui dans les concepts de gouvernementalité, de pastorale, de biopolitique, de discipline comme de dispositif, des outils d'analyse et de recherche à faire fonctionner sous d'autres registres ou régimes de pensée. Tel n'était-il pas le souhait de Michel Foucault de voir prendre son travail comme autant de boîtes à outils ?

Si donc le livre de d'Amault Skornicki s'inscrit dans cette dynamique, son grand mérite réside dans l'inscription construite et démontrée de Michel Foucault dans les sciences sociales, particulièrement la sociologie historique de l'État, et de l'approche généalogique dans la sociologie à qui elle aurait tendance subrepticement à donner une leçon de sociologie.

Jean Zougrana

Sage, université de Strasbourg, F-67000
zougrana@unistra.fr

Michel Vovelle, *La Bataille du bicentenaire de la Révolution française*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Recherches, 2017, 260 pages

Dans cet ouvrage, Michel Vovelle, professeur émérite à Paris I Panthéon-Sorbonne et ancien directeur de l'Institut d'histoire de la révolution française (IHRF)

s'adonne à une tâche particulièrement instructive pour les individus intéressés par la période mais aussi pour les étudiants et chercheurs en histoire et politique contemporaine. Par le biais autobiographique, l'historien revient sur la véritable aventure de l'organisation du « bicentenaire » de la Révolution française ainsi que sur les conflits politiques et universitaires qui y ont attiré entre 1981 et 1993.

Lors de la victoire aux présidentielles de François Mitterrand en 1981, Michel Vovelle est professeur d'histoire et vice-président de l'université d'Aix-Marseille I. En 1982, il va être invité par le cabinet du ministre de la Recherche Jean-Pierre Chevènement à conduire une mission exploratoire sur la participation de la recherche à la célébration du bicentenaire (mission Godelier) et, en 1983, chargé de coordonner l'organisation de sa commémoration scientifique. Fort du soutien d'Ernest Labrousse (« mon protecteur et ma caution majeure », p. 35) et profitant de sympathies au sein du gouvernement socialiste pour son travail d'« historien de conviction [...] aux idées larges et nouvelles » (p. 25), il va rapidement jouer un rôle prééminent dans le monde universitaire français en devenant en quelques années professeur à Paris I, vice-président de la Société des études robespierristes (puis président entre 1985 et 1994), directeur de la revue des *Annales historiques de la Révolution française*, président de la Commission internationale d'histoire de la Révolution française (1985-2000), président de la Société d'histoire moderne et contemporaine (1985-1989), président de la Commission internationale sur l'histoire de la révolution, président de la Commission Jaurès et surtout... secrétaire général du Comité exécutif de la Commission nationale de recherche historique pour le bicentenaire de la Révolution française. Ces multiples nominations firent de Michel Vovelle non seulement le chef de file de l'école historiographique marxiste, reprenant ainsi le flambeau d'Albert Soboul et d'Ernest Labrousse mais aussi la principale caution universitaire du gouvernement pour créer un discours rassembleur mais progressiste autour de la Révolution française. Elles firent aussi évidemment des jaloux.

Jusqu'à la première alternance (1986), Michel Vovelle travailla relativement harmonieusement avec les cadres des gouvernements Mauroy et Fabius. Pourtant, une opposition émerge tant à gauche à droite. À droite, il s'agit d'une fronde médiatique et universitaire avec en tête de pont *Le Figaro* ainsi que l'université Paris 4 et les Archives nationales sous la direction de Jean Favier. Celle-ci prendra de l'ampleur pendant la période de cohabitation (gouvernement Chirac, 3/1986-5/1988)